

[Text]

Stabilization Program and the new GRIP and NISA programs. The third-line programs are a way of dealing with those situations that the first-line and second-line programs are having difficulty dealing with, such as changing market circumstances, or whatever may be the case.

The Farm Income Protection Act provides for this special measure or third-line of defence process whereby the minister may appoint a committee and the committee then would involve industry representatives, producers, provincial governments and the federal government. That was the case with respect to FSAM. Two committees were established: the Grains & Oil Seeds Committee and the Horticulture Committee. They were established in February and March. During that period of time they reviewed the income and the cash flow situation of grains and oil seeds and horticulture producers.

The committee looked at a number of options, conducted analyses of those options and then provided advice to federal and provincial ministers. They developed these options on the basis of principles that were agreed to by federal and provincial ministers in early March. The process was very much one of involving the stakeholders, that is, the partners in the industry, such as the producers, the provincial governments and the federal government as well as value-added processing components of the industry.

Senator Kinsella: Are these committees you referred to what have been called the "third line of defence committees"?

Mr. Pearson: That is correct.

Senator Kinsella: Did you say there are two of them?

Mr. Pearson: Yes.

Senator Kinsella: What is the nature of the composition of the two committees that have been struck?

Mr. Pearson: I have a report of the Grains & Oil Seeds Third Line of Defence Committee that I could perhaps leave with you. The report lists the members of the committee. There were about 35 members including 17 or 18 producer representatives. My numbers may not be exact, but that was the kind of mix on the committees. They were primarily from the grains and oil seeds sector but also from the livestock sector because of the possible implications of some of the adjustment measures for livestock. These members were from across the country.

The Horticulture Safety Net Committee was utilized as a third line of defence committee and it, too, represented the industry.

The Chairman: To what extent are the funds requested a consequence of the subsidy war that is going on between Europe and the United States? Is there any relationship to that?

Mr. Cappe: Mr. Chairman, there is no direct relationship insofar as these requests for funds are in response to income challenges that are being faced by farmers. However, those income problems are a result of declining prices which could be indirectly attributed to the price war you alluded to between Europe and other countries.

[Traduction]

agricole, aux programmes de sécurité du revenu comme l'ancien programme de stabilisation du grain de l'Ouest et les nouveaux programmes RARB et CSRN. Les programmes de la troisième ligne traitent des situations que les programmes de la première et de la deuxième lignes ont de la difficulté à régler, comme l'évolution des conditions du marché, etc.

La Loi sur la protection du revenu agricole prévoit cette mesure spéciale, ou processus de la troisième ligne de défense, selon laquelle le ministre peut constituer un comité regroupant des représentants de l'industrie, des producteurs, des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral. C'est le cas des MSAA. Deux comités ont été créés, en février et en mars, le Comité des céréales et des oléagineux et le Comité de l'horticulture. Ils ont étudié la situation du revenu et de l'autofinancement des producteurs de céréales et d'oléagineux et des horticulteurs.

Ils ont étudié un certain nombre d'options, les ont analysées et ont conseillé les ministres fédéraux et provinciaux. Ils ont élaboré ces options selon des principes convenus par les ministres fédéraux et provinciaux, au début de mars. Le mécanisme prévoyait une forte participation des intéressés, c'est-à-dire des partenaires de l'industrie comme les producteurs, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral ainsi que le secteur de la transformation à valeur ajoutée.

Le sénateur Kinsella: Les comités dont vous parlez sont-ils appelés «comités de la troisième ligne de défense»?

M. Pearson: C'est exact.

Le sénateur Kinsella: Avez-vous dit qu'il y en avait deux?

M. Pearson: En effet.

Le sénateur Kinsella: Parlez-moi de la composition de ces deux comités.

M. Pearson: J'ai un rapport du Comité de la troisième ligne de défense sur les céréales et les oléagineux que je pourrais peut-être vous remettre. Ce rapport donne la liste des membres du comité. Il y en a environ 35, dont 17 ou 18 représentent les producteurs. Ces chiffres ne sont peut-être pas exacts, mais ils donnent une idée de la composition des comités. Bien que les membres viennent surtout du secteur des céréales et des oléagineux, l'élevage aussi est représenté, vu les conséquences possibles, pour ce secteur, de certaines mesures d'aide. Les membres sont de tous les coins du pays.

Le Comité pour la protection de l'horticulture a été utilisé comme comité de la troisième ligne de défense représente également l'industrie.

Le président: Dans quelle mesure les fonds demandés sont-ils une conséquence de la guerre aux subventions que se livrent l'Europe et les États-Unis? Y a-t-il un rapport?

M. Cappe: Monsieur le président, il n'existe pas de lien direct car les demandes de fonds viennent répondre aux problèmes de revenu que connaissent les agriculteurs. Toutefois, ces problèmes découlent d'une baisse des prix qui pourrait être attribuée indirectement à la guerre des prix dont vous parlez entre l'Europe et d'autres pays.